



Madame la DASEN,

Mesdames, Messieurs, membres du CTSD,

Nous ne pouvons que commencer par vous souhaiter, Madame la DASEN, la bienvenue dans notre beau département qu'est l'Aveyron. Vous le verrez, il a ses particularités, ses forces et ses difficultés. Vous arrivez dans une situation peu évidente : une situation sanitaire changeante, une défiance accrue envers notre institution, des personnels fatigués,... Nous faisons le souhait que votre pilotage permettra un accompagnement des écoles, répondant ainsi à leurs besoins. Nous faisons aussi le souhait que le dialogue social sera efficient, efficace et participera ainsi au bien-être des collègues. Faire vivre l'intelligence collective ne doit pas être qu'une formule.

Pour en revenir au sujet du jour, nous allons donc procéder à un bilan des mouvements du personnel premier degré, échanger sur des données chiffrées. Ces dernières éclaireront notre compréhension du mouvement, à posteriori, avec le modèle actuel, effectif depuis 2019. Nous ne manquerons pas de comparer avec l'ancien système. Nous notons que, les chiffres donnés ne permettent pas d'avoir un éclairage sur le nombre de sollicitations de notre administration. Ils ne permettent pas non plus de mesurer le manque de transparence et d'équité ressenti par les collègues, décrits par ceux qui nous ont sollicités.

Nous notons aussi qu'il aurait été intéressant d'avoir :

- le nombre de collègues ayant bénéficié de bonifications particulières (rapprochement de conjoint, handicap),
- le nombre de personnes en détachement qui influe également sur le nombre de postes disponibles.

Un bilan ne sert à rien s'il n'est pas utilisé pour améliorer le prochain mouvement. Il est annoncé un groupe de travail puis la tenue d'un CTA avant la publication de la circulaire. Ces travaux en amont sont nécessaires pour utiliser le regard croisé de l'administration et des représentants du personnel pour tenter d'améliorer le système actuel et sa compréhension pour l'ensemble des collègues. Il ne peut se limiter aux seules nouveautés, limitant d'autant ses améliorations possibles. Nous l'avons vu aussi l'an dernier, bien que beaucoup de choses s'entérinent désormais au niveau académique, des marges de manœuvre existent au niveau départemental, tant sur le mouvement général où des différences existent entre départements (...) qu'au niveau du mouvement des TRS qui s'effectue au niveau départemental.

Les chiffres donnés s'en tiennent à un bilan seulement comptable. Nous aurions également besoin du nombre de sollicitations de nos collègues, du nombre de changements intervenus en cours de route,... Pour les collègues qui nous ont sollicité, le manque de transparence et d'équité a été flagrant : aucune visibilité sur l'application réelle du barème, aucune visibilité sur l'attribution d'un même poste de TRS, sur sa composition,...

Ensuite, nous ne pouvons que profiter de cette instante officielle pour dénoncer ce nouveau protocole. Inter syndicalement, un courrier a été envoyé à notre ministre en ce sens. Il dénonce les aberrations de ce nouveau protocole : pas de prise en compte du temps d'incubation, une gestion compliquée des tests sur 7 jours, sans compter la gestion des cas extrascolaires. Cette gestion quotidienne des cas positifs dans les écoles devient extrêmement compliquée, voire impossible, pour les équipes pédagogiques, et singulièrement en leur sein les directeurs et directrices, qui doivent réagir à tout moment quand des cas positifs leur sont signalés. Pour ces derniers/dernières, nous maintenons notre demande de leur envoyer un signe positif : leur nombre d'heure explose sans compensation, ni aide humaine, cela ne peut plus durer.

Il ne faut pas oublier nos élèves. Depuis la mise en place de ce nouveau protocole, ils passent la grande majorité de leur temps sur l'école avec un masque sur la bouche et le nez. Lors des récréations, ils ont besoin, pour certains de se défouler et avec un masque, leur respiration est gênée. Déjà largement impactés dans leur scolarité par cette crise covid qui dure, nos élèves subissent plus de contraintes au quotidien que la majorité des adultes. Pourtant, le nombre de vaccinés stagne, des faux pass se multiplient, des regroupements sont maintenus,... Que de différences avec le hors-temps scolaire pour ces enfants ? Comment perçoivent-ils cette différence de traitement ? L'école constitue-t-elle un risque plus élevé ou a-t-elle plus d'interdits qu'ailleurs ? Que penser aussi de ce même niveau 3, appliqué de nouveau, avec un nombre de décès beaucoup plus faible que la dernière fois ?

Nous ne pouvons terminer sans avoir une pensée pour les ouvriers de la SAM et leurs représentants syndicaux qui défendent une usine mais aussi un territoire. Ils ne sont pas résignés, malgré l'adversité, malgré les injustices criantes. Ils continuent de se battre pour un maintien de familles sur un territoire déjà touché historiquement. Ils ont tout notre soutien. Les plus hauts représentants de l'Etat n'ont pas été à la hauteur, contrairement aux élus locaux. La prochaine redéfinition des zones prioritaires montrera ou non la volonté de notre gouvernement à accompagner ce territoire et plus largement notre département.